

septembre 2018

# La contestation arabe palestinienne en Israël aujourd'hui

**O**bservatoire du monde arabo-musulman  
et du Sahel

**ELISABETH MARTEU**

## **SOMMAIRE**

INTRODUCTION .....	3
1 – UNE OPPOSITION PALESTINIENNE AU CŒUR DU SYSTEME POLITIQUE ISRAELIEN .....	5
2 – UNE FORCE ISLAMIQUE EN MARGE DU SYSTEME POLITIQUE FORMEL.....	7
3 – LES ASSOCIATIONS DE DROITS DE L’HOMME ET LA CAMPAGNE BDS : « LES ENNEMIS DE L’INTERIEUR » .....	9
4 – QUEL RISQUE D’INTIFADA DES PALESTINIENS CITOYENS ARABES D’ISRAËL ? .....	12

# La contestation arabe palestinienne en Israël aujourd'hui<sup>1</sup>

---

## INTRODUCTION

Les Palestiniens citoyens arabes d'Israël représentent près de 20% de la population israélienne. Ils se définissent majoritairement comme palestiniens et réclament la transformation d'Israël en un État démocratique pour tous, donnant aux Arabes un statut de « minorité nationale indigène ». Leur demande d'abrogation du caractère juif d'Israël, sur fond de solidarité affichée avec la cause palestinienne, nourrit les discours de l'extrême droite israélienne qui les accuse publiquement de trahison.

Leur stigmatisation<sup>2</sup> est d'autant plus forte qu'ils disposent de structures politiques et associatives agissant au cœur du système israélien. Autrefois considéré comme exclusivement communautariste, leur activisme politique s'inscrit depuis quelques années dans le cadre plus large d'une mobilisation citoyenne qui condamne la droitisation de la vie politique israélienne et le non-respect des forces d'opposition (associations, médias, etc.). La droitisation amorcée au tournant des années 2000 s'est renforcée avec les élections de mars 2015 qui ont conduit à la constitution du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël. Ce virage idéologique a conduit à une normalisation des thèses portées par les ultranationalistes et les pro-colons qui n'ont jamais considéré les citoyens arabes autrement que comme une menace intérieure et qui affichent leur refus de tout

---

<sup>1</sup> Elisabeth Marteu, Chercheuse à l'Institut International d'Études Stratégiques (IISS).

<sup>2</sup> Selon un sondage conduit par l'université de Haïfa en 2017, 44,6% des citoyens arabes interrogés acceptaient le fait qu'Israël soit un État à majorité juive contre 60,3% en 2015. 49,7% acceptaient l'hébreu comme langue officielle dominante, contre 63,4% en 2015. 73,8% des citoyens juifs interrogés acceptaient que les citoyens arabes vivent dans le pays et jouissent des droits citoyens, contre 79,7% en 2015. 57,5% refusaient de mettre leurs enfants dans des écoles avec des enfants arabes, contre 51,6% en 2015. <https://www.haifa.ac.il/index.php/en/home-page3/2934-arab-jewish-relations-index-directed-by-prof-sammy-smoooha-of-the-university-of-haifa-attitudes-of-jewish-and-arab-public-concerning-coexistence-deteriorate-but-foundation-of-relationships-is-still-firm>

État palestinien. Pour Ayelet Shaked, ministre de la Justice, « l'État doit dire qu'il faut maintenir une majorité juive même si cela implique la violation des droits »<sup>3</sup>. Elle a également affirmé : « Le peuple palestinien nous a déclaré la guerre, et nous devons répondre par la guerre. Ce n'est pas une guerre contre le terrorisme, ni une guerre contre des extrémistes. C'est une guerre entre deux peuples. Qui est l'ennemi ? Le peuple palestinien »<sup>4</sup>. Pour Naftali Bennet, leader du Foyer juif et ministre de l'Éducation et de la Diaspora : « Le rêve est que la Judée Samarie fasse partie de l'État souverain d'Israël. Nous devons agir aujourd'hui et nous devons donner nos vies »<sup>5</sup>.

La place des Palestiniens citoyens arabes en Israël doit donc se comprendre au regard, d'une part, de l'enlisement du conflit israélo-palestinien qui attise les frustrations identitaires et, d'autre part, de l'évolution du système politique israélien qui a décomplexé les discours xénophobes et intolérants. La diabolisation des voix critiques, y compris venant des communautés juives libérales, ou encore les accointances avec des personnalités d'extrême droite<sup>6</sup>, pour certaines notoirement antisémites<sup>7</sup>, poussent à présent certains observateurs à qualifier Israël de « démocratie illibérale »<sup>8</sup>, quand d'autres parlaient déjà d'ethnocratie<sup>9</sup>.

Dans ce contexte, les marges de manœuvre politique des citoyens arabes d'Israël se réduisent et tombent sous le coup d'accusations de « déloyauté », voire de « terrorisme ». Cette criminalisation des voies légales d'opposition n'a d'autre conséquence qu'une radicalisation de leur mobilisation formelle et informelle.

---

<sup>3</sup> Revital Hotel, « Justice Minister: Israel Must Keep Jewish Majority Even at the Expense of Human Rights », *Haaretz*, 13 février 2018. <https://www.haaretz.com/israel-news/justice-minister-israel-s-jewish-majority-trumps-than-human-rights-1.5811106>

<sup>4</sup> Ishaan Tharoor, « Israel's new justice minister considers all Palestinians to be the enemy », *The Washington Post*, 7 mai 2015. [https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/05/07/israels-new-justice-minister-considers-all-palestinians-to-be-the-enemy/?noredirect=on&utm\\_term=.b3b70b343b7c](https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/05/07/israels-new-justice-minister-considers-all-palestinians-to-be-the-enemy/?noredirect=on&utm_term=.b3b70b343b7c)

<sup>5</sup> Barak Ravid, « Bennet: We Must Act Now and 'Give Our Lives' for the Annexation of the West Bank », *Haaretz*, 6 octobre 2016. <https://www.haaretz.com/israel-news/bennett-we-must-give-our-lives-for-annexation-of-w-bank-1.5447002>

<sup>6</sup> Des hommes politiques israéliens n'hésitent plus à s'afficher avec des leaders européens d'extrême droite au nom d'une même lutte contre l'islam radical. Noa Landau, « Netanyahu Congratulates Hungary's Orban After Landslide Reelection », *Haaretz*, 9 avril 2018. <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-netanyahu-congratulates-hungary-s-orban-after-reelection-1.5986011>

<sup>7</sup> À l'instar de John Hagee et Robert Jeffress, deux pasteurs de l'extrême-droite évangéliste américaine qui ont assisté à l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem le 14 mai dernier. Ces proches du président Donald Trump sont connus pour avoir tenu par le passé des propos de nature antisémite.

<sup>8</sup> Shlomo Ben-Ami (ancien ministre travailliste des Affaires étrangères de 2000 à 2001), « Illiberal Israel », *Project Syndicate*, 7 février 2017. <https://www.project-syndicate.org/commentary/illiberal-democracy-israel-netanyahu-by-shlomo-ben-ami-2017-02?barrier=accesspaylog>

<sup>9</sup> Oren Yiftachel, *Ethnocracy. Land and Identity Politics in Israel/Palestine*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2006.

## I – Une opposition palestinienne au cœur du système politique israélien

Si la Knesset a toujours compté des députés arabes, pour certains élus sur des listes majoritairement juives, l'offre politique arabe s'est autonomisée dès les années 1980 pour devenir depuis une quinzaine d'années une arène d'opposition structurée et très active. Pour la première fois aux élections de mars 2015 les partis politiques arabes ont d'ailleurs présenté une liste commune et remporté treize sièges (sur 120), deux sièges de plus qu'en 2013. Malgré des ambitions personnelles et de profondes différences entre les tenants d'une ligne communiste (Jabha/Hadash), nationaliste (al Tajammu'/Balad et Ta'al) et islamique (Ra'am/liste arabe unie), cette coalition de circonstance s'est entendue sur les principaux points : la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et la transformation d'Israël en État démocratique pour tous ses citoyens. Cette ligne politique est régulièrement condamnée par les autres députés juifs qui, à chaque élection, saisissent le comité central électoral de la Knesset pour rendre inéligible certains candidats arabes. Jusqu'à présent la Haute cour de justice est toujours intervenue pour invalider les décisions du comité. Néanmoins, le vote le 19 juillet 2018 d'une nouvelle loi fondamentale définissant Israël comme un « État juif » aura probablement pour conséquence de radicaliser les citoyens arabes dans leur sentiment de ségrégation et surtout d'invalider, voire de criminaliser, toute autre définition de l'État d'Israël. En somme, le comité central électoral de la Knesset aura enfin des arguments juridiques solides pour exclure les partis arabes du jeu politique. En outre, ce texte revient sur la loi fondamentale de 1992 qui définissait Israël comme « juif et démocratique », il définit Jérusalem comme la capitale « complète et unifiée » d'Israël et rétrograde l'arabe au statut de langue à « valeur spéciale » alors qu'elle était auparavant reconnue comme langue officielle au même titre que l'hébreu. Le député Ahmad Tibi (Ta'al) a estimé que cette loi était « *le dernier clou planté dans le cercueil de la démocratie israélienne* »<sup>10</sup>.

Ne pouvant peser sur le vote des lois, les députés arabes optent de plus en plus pour des actions de protestation à forte visibilité médiatique. Prenant la suite du leader de son parti, Azmi Bishara (aujourd'hui exilé au Qatar), la députée Tajammu'/Balad Haneen Zoabi s'est faite remarquée par sa présence sur la flottille *Mavi Marmara* en 2010 qui lui a valu des poursuites et des menaces d'inéligibilité. Quarantenaire féministe, diplômée en journalisme, cette passionaria de la cause palestinienne n'hésite pas à qualifier les soldats israéliens de « meurtriers »<sup>11</sup> et à affirmer : « *Ici, c'est ma terre. Je ne suis pas un colon,*

<sup>10</sup> « En réponse à la 'loi sur la nation' raciste ...Tibi : 'la terre parle arabe' », *AlQudsNews*, 18 juillet 2018 (en arabe). <http://alqudsnews.net/post/128597/>

<sup>11</sup> Toi Staff, « Firebrand Arab MK handed week-long Knesset ban for calling soldiers 'murderers' », *The Times of Israel*, 14 mars 2018. <https://www.timesofisrael.com/firebrand-arab-mk-handed-week-long-knesset-ban-for-calling-soldiers-murderers/>

*moi. Je resterai dans ma maison* »<sup>12</sup>. Elle a salué les ambitions nucléaires iraniennes pour « *contrebalancer la puissance d'Israël* »<sup>13</sup> et a estimé que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu « *devrait être jugé devant la Cour pénale internationale à La Haye, parce que c'est un criminel de guerre* »<sup>14</sup>. Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman lui a répondu : « *Vous [les députés arabes de la liste unie] êtes tous des criminels de guerre. Vous exploitez les faiblesses et les avantages d'un État démocratique pour nous détruire de l'intérieur. Vous êtes ici par erreur et le temps viendra où vous ne serez plus là* ». Les diatribes violentes entre politiciens juifs et arabes sont récurrentes et ont indéniablement atteint leur paroxysme au cours de la dernière législature.

Plus que jamais les treize députés arabes sont considérés comme une cinquième colonne et un cheval de Troie de la lutte palestinienne. Une loi a d'ailleurs été votée en 2016 permettant à 90 députés (sur 120) d'en expulser d'autres du Parlement. Cette mesure visait directement les députés arabes. En janvier 2018, ils ont brandi des affiches avec pour slogan « Jérusalem est la capitale de la Palestine » – en anglais et arabe – pendant le discours du vice-président américain, Mike Pence, à la Knesset. La vidéo de leur expulsion a circulé sur les réseaux sociaux et fait l'objet d'une couverture de presse internationale<sup>15</sup>. La répression par l'armée israélienne des manifestations organisées à Gaza en avril-mai 2018 à l'occasion de la « Grande marche du retour » a aussi massivement mobilisé la classe politique arabe. Le député Tajammu'/Balad Jamal Zahalka a même appelé à une extension de la protestation : « *Je veux que les choses s'étendent en Cisjordanie et à l'intérieur d'Israël. A l'intérieur d'Israël, il doit y avoir des protestations contre l'occupation et contre la poursuite du siège et en faveur d'une paix juste. J'espère que Juifs et Arabes manifesteront. J'appelle même à des actions non violentes de blocage des routes en Israël. C'est un moyen légitime de protester* »<sup>16</sup>. Sur le même registre, Ahmad Tibi a estimé que les manifestations devaient se poursuivre et que la « *bataille des consciences nécessite le développement d'un soulèvement populaire non violent* ».

---

<sup>12</sup> « Haneen Zoabi : Une députée arabe en Israël », *The Huffington Post*, 27 février 2015. [https://www.huffpostmaghreb.com/2015/02/27/israel-deputee-palestine\\_n\\_6767124.html](https://www.huffpostmaghreb.com/2015/02/27/israel-deputee-palestine_n_6767124.html)

<sup>13</sup> Samuel Sokol, « New Balad MK Praises Iran's Nuke Quest », *Jerusalem Post*, 31 mars 2009. <https://www.jpost.com/Israel/New-Balad-MK-praises-Irans-nuke-quest>

<sup>14</sup> « Une députée arabe qualifie Netanyahu de criminel de guerre, Lieberman rétorque », *i24NEWS*, 11 décembre 2017. <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/162455-171211-une-deputee-arabe-qualifie-netanyahu-de-criminel-de-guerre-lieberman-retorque>

<sup>15</sup> Bénédicte Magnier, « Le discours de Mike Pence à la Knesset interrompu par des députés arabes israéliens », *The Huffington Post*, 22 janvier 2018. [https://www.huffingtonpost.fr/2018/01/22/le-discours-de-mike-pence-devant-le-parlement-israelien-interrompu-par-des-deputes-arabes-israeliens\\_a\\_23340057/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/01/22/le-discours-de-mike-pence-devant-le-parlement-israelien-interrompu-par-des-deputes-arabes-israeliens_a_23340057/)

<sup>16</sup> Ben Lynfield, « Joint List MK Calls on Arab Israelis to Show Solidarity with Gazans », *The Jerusalem Post*, 8 avril 2018. <https://www.jpost.com/Arab-Israeli-Conflict/Joint-List-MK-calls-on-Arab-Israelis-to-show-solidarity-with-Gazans-549141>

## 2 – Une force islamique en marge du système politique formel

En dépit de leur activisme à la Knesset, les députés arabes ne mobilisent qu'un peu plus de 60% de l'électorat arabe aux élections parlementaires (56% en 2013 et 63% en 2015). Le reste de la population est donc abstentionniste, soit par désintérêt, soit par soutien aux forces politiques qui boycottent les élections nationales. Le mouvement islamique de Sheikh Ra'ed Salah (qualifié « branche nord » depuis la scission de 1996 avec la « branche sud » qui participe aux élections à la Knesset) a longtemps mobilisé une grande partie, quoique non quantifiable, de l'opposition arabe extra-parlementaire. Privilégiant la représentation municipale dans les années 1990, il s'est transformé dans les années 2000 en nébuleuse associative, religieuse et caritative, disposant de relais dans l'ensemble des régions arabes du pays. Le mouvement a par ailleurs choisi de cristalliser sa lutte autour des Lieux saints musulmans à Jérusalem. La protection d'al-Aqsa, face à toute forme d'ingérence et de déstabilisation israélienne, s'est imposée comme un argument fédérateur et mobilisateur, notamment dans certaines localités du Triangle et dans les villages bédouins du Néguev.

Sa force de mobilisation a été particulièrement visible en 2015 grâce à l'action des groupes de sympathisants composés de centaines d'hommes et de femmes (appelés *murabitoun* et *murabitat*) originaires de tout le pays et affluant dans la vieille ville de Jérusalem pour empêcher les Juifs d'accéder à l'esplanade des mosquées. Les protestations violentes ont d'abord conduit à l'interdiction des *murabitoun* et *murabitat*, puis à celle de la branche nord dans son ensemble et à l'emprisonnement de Ra'ed Salah<sup>17</sup>, accusé d'incitation à la violence et au racisme. Son organisation s'est vue, entre autres, accusée d'entretenir des liens avec le Hamas et les Frères musulmans. Cette décision de justice, qui a limité ses sources de financement et fait fermer ses organes de communication (comme le journal *Sawt al-Haq wa Al-Hurriya* et le site internet [pls48.net](http://pls48.net)), a considérablement affecté les actions du mouvement. Toutes ses associations (une quinzaine) qui proposaient des services aussi divers que l'aide aux orphelins palestiniens, des programmes d'éducation, l'entretien des biens musulmans (mosquées, cimetières, etc.) et surtout la défense d'al-Aqsa ont été fermées.

Il aura fallu trente ans aux autorités israéliennes pour décider d'interdire ce mouvement après avoir tenté de le bureaucratiser (notamment en le forçant à collaborer avec les pouvoirs publics pour la salarisation des imams et la gestion des municipalités) et après avoir conduit une étroite surveillance de ses activités par les services du renseignement intérieur (Shin Bet). Ces derniers s'étaient d'ailleurs opposés à son interdiction pour ne

---

<sup>17</sup> Il avait été libéré, le 17 janvier 2016, après neuf mois de détention, mais s'était vu imposer des restrictions à ses déplacements avant d'être de nouveau arrêté. Relâché en janvier 2017, il a été emprisonné au mois d'août de la même année après de nouvelles violences à Jérusalem.

pas accroître ses modes de soutien et de fonctionnement informels<sup>18</sup>. Les autorités avaient, quant à elles, jugées que le mouvement était devenu trop populaire, notamment auprès des résidents palestiniens de Jérusalem qui vouaient le plus grand respect à cette organisation dirigée par des « Palestiniens de 1948 » capables de faire revivre la lutte palestinienne dans la ville sainte.

Dès avril 2016, une nouvelle entité, le parti de la gratitude et de la réforme (*al Wafaa wal Islah*), a été créé à Nazareth pour poursuivre les activités politiques et de bienfaisance. Officiellement indépendante et surtout non enregistrée comme un parti politique, l'organisation est dirigée par Husam Abu Leil, l'ancien numéro trois du mouvement original d'Ayn Mahel près de Nazareth. Cette structure « écran » rencontre des difficultés financières mais poursuit une partie des actions sociales et caritatives. Ses membres ont, par exemple, mené des campagnes de sensibilisation sur la question des violences<sup>19</sup>, tant la problématique mafieuse et la circulation des armes à feu représentent un problème croissant dans la communauté arabe israélienne. Ils tiennent des réunions politiques pour discuter, entre autres, des réformes à entreprendre dans le secteur arabe israélien<sup>20</sup>. Ils organisent aussi des rassemblements, comme le « festival de la Nakba » à Arara en mai dernier<sup>21</sup>, ou encore la manifestation de mars dernier à Nazareth visant à condamner les violences perpétrées par le régime syrien dans la Ghouta orientale<sup>22</sup>. Le parti poursuit sa mobilisation en faveur de la révolution syrienne. En 2016, Ra'ed Salah avait même publié sur sa page Facebook un post critiquant l'usage dévoyé de Jérusalem (*al-Quds* en arabe) par la force al-Quds des gardiens de la révolution. Depuis sa prison, il avait publiquement déclaré que Jérusalem ne devait pas être confondue avec « des criminels qui veulent légitimer leurs crimes ».

Le mouvement dispose toujours de mosquées fidèles et de prêches relayant les discours de ses dirigeants. Le numéro deux, Sheikh Kamal Khatib, est régulièrement entendu par la police mais toujours en liberté. Il a interdiction de se rendre à Jérusalem et de voyager à l'étranger, mais il continue de s'exprimer publiquement et de donner des prêches dans la mosquée Omar Ibn al Khattab de Kafr Kanna. En septembre 2017, il avait critiqué le soutien de l'Arabie saoudite aux victimes de l'ouragan Harvey aux États-Unis et l'absence d'aide aux Rohingyas persécutés en Birmanie<sup>23</sup>. En mai 2018, il avait évoqué la rumeur selon laquelle un haut responsable saoudien s'était rendu à Tel-Aviv en début d'année et

---

<sup>18</sup> Barak Ravid, « Behind the Scenes of Israel's Decision to Outlaw Islamic Movement's Northern Branch », *Haaretz*, 17 novembre 2015. <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-behind-the-scenes-of-islamic-movement-ban-1.5423139>

<sup>19</sup> « Nazareth : Le parti de la gratitude et la réforme distribuent des cadeaux aux conducteurs pour lutter contre la violence », *Kul al Arab*, 14 avril 2018 (en arabe) <http://www.alarab.com/Article/853748>

<sup>20</sup> « La troisième conférence générale du parti de la gratitude et de la réforme s'est tenue à Shefa 'Amr », *Kul al Arab*, 21 avril 2018 (en arabe) <http://www.alarab.com/Article/854626>

<sup>21</sup> <http://www.alarab.com/Article/856987>

<sup>22</sup> [www.arab48.com](http://www.arab48.com)

<sup>23</sup> <https://www.memri.org/tv/sheikh-kamal-khatib-slams-saudi-king-aid-houston-oppressors>

avait une nouvelle fois critiqué l'hypocrisie saoudienne vis-à-vis des Palestiniens<sup>24</sup>. Kamal Khatib jouit d'un grand respect auprès des fidèles du mouvement. Tout en laissant Ra'ed Salah jouer le rôle de leader charismatique, il était connu pour être la cheville ouvrière de l'organisation, et le responsable de l'ensemble des activités associatives. Les multiples arrestations de Ra'ed Salah n'ont donc jamais été un problème. Elles ont même fait grimper sa cote de popularité.

Le parti de la gratitude et de la réforme n'a pas repris l'ensemble des activités autrefois conduites par le mouvement islamique, et il se retient d'agir à Jérusalem pour ne pas risquer une nouvelle interdiction. Mais il permet de maintenir une offre sociopolitique islamique et de conserver une solide base de sympathisants dans le pays.

### 3 – Les associations de droits de l'homme et la campagne BDS : « les ennemis de l'intérieur »

Depuis une dizaine d'années, le gouvernement israélien a fait voter une série de lois contraignant la liberté d'expression : la loi sur le boycott de 2011 interdit tout appel et soutien au boycott d'une personne en raison de ses liens avec Israël ou des régions sous le contrôle d'Israël ; la loi sur la Nakba de 2011 sanctionne financièrement la commémoration de l'expulsion des Palestiniens en 1948 ; la loi sur les ONG de 2016 oblige les associations à déclarer les subventions en provenance de pays étrangers si elles représentent plus de la moitié de leur budget ; la « loi boycott » de 2016 autorise Israël à refouler à ses frontières toute personne appelant au boycott d'Israël ; la « loi *Breaking the Silence* » définitivement adoptée le 16 juillet 2018 interdit à l'association anti-occupation, qui recense les violations des droits de l'homme conduites par les soldats, d'intervenir dans les établissements scolaires israéliens. Cette loi stipule que les individus et les organisations qui promeuvent des poursuites judiciaires à l'étranger contre l'armée israélienne ou des « actes politiques contre l'État d'Israël » ne sont plus autorisés à intervenir dans les lycées. Toutes ces mesures ont été critiquées par les associations de défense des droits de l'homme qui accusent les autorités de verrouiller l'expression démocratique en criminalisant les voix critiques et contestataires. Les marges de manœuvre des forces d'opposition, en particulier celles défendant les Palestiniens, deviennent très limitées. La judiciarisation du politique<sup>25</sup> prend aujourd'hui les traits d'une chasse aux sorcières, où tout opposant peut se voir accuser de « déloyauté », de « trahison » voire de « terrorisme ».

<sup>24</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=Anp9Kz-DuOw>

<sup>25</sup> Hélène Sallon, « La judiciarisation du politique en Israël : La promotion des revendications collectives arabes dans l'arène judiciaire », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 2005, pp. 166-180.

Les associations arabes israéliennes, comme *Mossawa*<sup>26</sup>, *Adalah*<sup>27</sup> et l'association des droits de l'homme de Nazareth<sup>28</sup>, font depuis longtemps l'objet d'attaques et de procès d'intention au regard des actions qu'elles mènent pour dénoncer les discriminations dont sont victimes les Palestiniens en Israël. La loi sur le financement des ONG de 2016 s'appliquait d'ailleurs à 25 organisations israéliennes, dont la quasi-totalité des associations arabes de droits de l'homme et de plaidoyer<sup>29</sup>. Leurs dirigeants ont même parfois été arrêtés ou victimes de violence policière<sup>30</sup>. Depuis les lois jugées liberticides de 2011 le phénomène a cependant pris une dimension sans précédent, puisque ce sont à présent les organisations israéliennes de gauche dans leur ensemble qui sont prises pour cible, en particulier *B'Tselem*<sup>31</sup>, *Breaking the Silence* et le *New Israel Fund*<sup>32</sup>. Début avril 2018, Benjamin Netanyahu a accusé sur sa page Facebook le *New Israel Fund* (NIF) de « mettre en danger la sécurité et l'avenir de l'État d'Israël en tant qu'État-nation du peuple juif » et de chercher « à éliminer le caractère juif d'Israël pour le transformer en État de tous ses citoyens [reprenant la rhétorique des partis arabes] au côté d'un État-nation palestinien sans Juifs dans les lignes de 1967 avec Jérusalem pour capitale »<sup>33</sup>.

Les associations israéliennes de gauche sont aussi traquées par le site *NGO Monitor*<sup>34</sup> qui conduit une campagne de dénigrement en anglais, français et hébreu, et n'hésite pas à interpeller leurs financeurs, y compris le gouvernement français. L'organisation étudiante d'extrême droite *Im Tirtzu*<sup>35</sup> diabolise de son côté les associations et les personnes qui soutiennent le mouvement « Boycott, Désinvestissement, Sanction » (BDS)<sup>36</sup>. Leur site internet comprend une page « NIF Watch » chargée de rapporter les actions directes ou indirectes du *New Israel Fund* en faveur de BDS. En 2013, ils avaient aussi publié un rapport accusant les « cliniques juridiques » des universités israéliennes de défendre des « terroristes ». La « clinique » de l'université de Haïfa, dans laquelle interviennent plusieurs avocats de l'association *Adalah*, avait notamment été pointée du doigt. En 2016,

---

<sup>26</sup> <http://www.mossawa.org>

<sup>27</sup> <https://www.adalah.org>

<sup>28</sup> <http://www.arabhra.org>

<sup>29</sup> Human Rights Watch, « Israel: Law targets Human Rights Groups », 13 juillet 2016. <https://www.hrw.org/news/2016/07/13/israel-law-targets-human-rights-groups>

<sup>30</sup> « Palestinian Civil Society Organizations in Israel: Demand Immediate Release of the Detained, Peaceful Protesters in Haifa and Investigation into the Use of Brutal, Excessive Force by Israeli Police against Them », Mossawa, 19 mai 2018. <http://mossawa.org/en/article/view/756>

<sup>31</sup> Association israélienne d'information sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires palestiniens.

<sup>32</sup> Créé en 1979 par des philanthropes juifs américains, le *New Israel Fund* est un des principaux bailleurs de la société civile israélienne juive et arabe.

<sup>33</sup> Moran Azulay, « Netanyahu blames New Israel Fund of torpedoing Rwanda deal », *Ynet*, 3 avril 2018. <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5219307,00.html>

<sup>34</sup> <https://www.ngo-monitor.org>

<sup>35</sup> <https://imti.org.il/en/about-us/movement/>

<sup>36</sup> Lancée en 2005 dans le prolongement de la campagne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) dirigée par Omar Barghouti.

s'appuyant sur leurs recommandations, le Haut conseil pour l'éducation avait recommandé que leurs sources de financement soient rendues publiques pour éviter « des interférences étrangères ».

De nombreux militants palestiniens en Israël soutiennent le boycott et sont signataires de l'appel « *BDS From Within* » lancé par des citoyens israéliens juifs et arabes en 2008. À ce titre, ils subissent, comme les autres militants, les attaques des dirigeants israéliens qui sont investis dans la lutte contre une campagne qualifiée en juin 2015 par Benjamin Netanyahu de « menace stratégique ». Dans les faits BDS n'a pas impacté l'économie israélienne qui voit chaque année progresser les investissements étrangers et se limite encore à des boycotts culturels et universitaires venant d'Europe (en particulier de France et du Royaume-Uni) et des États-Unis (notamment de la côte ouest)<sup>37</sup>. Aucun État partenaire d'Israël n'a pris position en faveur de ce mouvement qui reste souvent critiqué pour sa « radicalité ». Mais l'obsession anti-BDS exprimée par le Premier ministre israélien, qui ne supporte pas que son pays soit comparé à l'Afrique du sud et mis au banc des démocraties occidentales, lui a donné une médiatisation inespérée.

Ce succès politique intervient alors même que le conflit israélo-palestinien est dans l'impasse et que le tandem israélo-américain irrite la diplomatie européenne. Il n'est pas étonnant que l'Union européenne (UE) soit considérée par les militants des droits de l'homme, et notamment les associations arabes, comme un soutien financier et politique de confiance. *Adalah* reçoit, par exemple, le soutien de l'UE pour le projet #WeWill-NotBeSilent de promotion de la liberté d'expression de la jeunesse arabe, l'objectif étant de : « défendre la jeunesse arabe en lui donnant les outils de représentation légale contre les violations de la liberté d'expression en Israël, et en conduisant des actions de plaidoyer en arabe, hébreu et dans les médias étrangers pour faire prendre conscience, aux niveaux national et international, des violations de leurs droits »<sup>38</sup>. L'UE est donc de plus en plus caricaturée par les dirigeants israéliens comme une entité pro-palestinienne.

---

<sup>37</sup> Amit Efrati, « Who's Afraid of BDS? Economic and Academic Boycotts and the Threat to Israel », *INSS Strategic Assessment*, vol.19, n°4, janvier 2017. <http://www.inss.org.il/publication/whos-afraid-bds-economic-academic-boycotts-threat-israel/>

<sup>38</sup> <https://www.adalah.org/en/content/view/8979>

## 4 – Quel risque d'Intifada des Palestiniens citoyens arabes d'Israël ?

Dans ce contexte de durcissement de la politique gouvernementale, les risques de soulèvement ou d'Intifada en interne sont pris très au sérieux par les appareils de sécurité israéliens. Déjà en octobre 2000, des manifestations en soutien au déclenchement du soulèvement palestinien avaient fait 13 morts dans les villes arabes de Galilée et s'était posé la question d'une éventuelle « Intifada des Arabes d'Israël »<sup>39</sup>. Leur mobilisation étant axée vers une demande d'intégration citoyenne plus que vers un projet révolutionnaire, les risques d'embrassement étaient très limités. Qu'en est-il aujourd'hui ? Alors qu'ils manifestent pleinement leur solidarité avec la cause palestinienne, quelles marges de manœuvre ont-ils pour exprimer leurs griefs à l'encontre de l'État israélien ? Les voies d'expression politique sont-elles suffisantes pour canaliser le recours à la violence ?

Chaque pic de violence dans les Territoires palestiniens entraîne des manifestations de soutien dans les régions arabes israéliennes. Ce fut notamment le cas en 2015-2016 au plus fort de ladite « Intifada des couteaux », et encore dernièrement lors de la répression israélienne des manifestations le long de la barrière de sécurité à Gaza en avril-mai 2018. Des manifestations ont été organisées dans tout le pays et se sont parfois terminées en affrontements et arrestations. La protestation arabe dépend donc essentiellement de l'évolution de la situation dans les Territoires palestiniens et à Jérusalem. Les Palestiniens d'Israël ne seront certainement pas l'épicentre d'une prochaine Intifada, mais ils n'hésiteront pas à descendre dans la rue et à affronter la police israélienne.

La jeune génération arabe israélienne se définit majoritairement comme palestinienne, mais elle sait aussi bien sinon mieux que ses aînés comment utiliser le système judiciaire et politique israélien pour faire valoir ses droits. En près de vingt ans, la solidarité inter-palestinienne s'est renforcée<sup>40</sup>, néanmoins il est toujours peu probable que cette contestation conduise à un soulèvement de masse. La principale raison est l'absence de leadership politique enclin à soutenir et à attiser un soulèvement violent. Les députés s'y refusent, le mouvement islamique est étroitement surveillé et les associations de droits de l'homme ont choisi le combat légaliste et internationaliste. Comme leurs homologues de Cisjordanie et de Gaza, la plupart des militants arabes israéliens privilégient la résistance non violente sur le registre droit de l'homme, afin de médiatiser et d'internationaliser la problématique palestinienne.

---

<sup>39</sup> Laurence Louër, « Une Intifada des Arabes d'Israël ? », in Alain Dieckhoff, Remy Leveau (dir.), *Israéliens et Palestiniens. La paix en partage*, Paris, Balland, 2003, pp. 153-180.

<sup>40</sup> Elisabeth Marteu, « Identité, solidarité et réseaux sociaux à l'épreuve des lignes de séparation : Étude des relations entre Palestiniens d'Israël et des Territoires occupés », in Cédric Parizot, Stéphanie Latte Abdallah (dir.), *A l'ombre du mur. Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*, Paris, Actes Sud, 2011, pp. 203-228.

En revanche, les attaques anti-juives au couteau ou à la voiture bélier perpétrées depuis 2015, en particulier dans le sud de la Cisjordanie mais aussi à Jérusalem et sporadiquement dans les villes israéliennes, devraient se poursuivre. Les forces de sécurité israéliennes ne peuvent rien faire contre ces actes isolés et spontanés. Par ailleurs, une certaine sympathie pour les thèses jihadistes, notamment celles de l'État islamique (EI), a émergé depuis 2014 sur les réseaux sociaux. Une centaine d'Arabes israéliens ont été identifiés comme sympathisants de l'État islamique, soit parce qu'ils ont rejoint le théâtre syro-irakien, soit parce qu'ils en ont été empêchés ou arrêtés pour soutien à une organisation terroriste<sup>41</sup>. En février 2018, deux résidents d'Umm el-Fahm ont été condamnés pour avoir planifié de commettre un attentat à Jérusalem<sup>42</sup>. Des armes et de la propagande pro-EI avaient été retrouvés chez eux. Avant cela, en juillet 2017, trois autres résidents d'Umm el-Fahm avaient tué deux policiers à l'entrée de l'Esplanade des mosquées à Jérusalem<sup>43</sup>.

Dans un climat de profonde défiance entre les citoyens arabes et l'État israélien<sup>44</sup>, le pourrissement du conflit israélo-palestinien ne peut qu'exacerber la radicalisation des parties. Le soutien sans failles du président américain à la politique du Premier ministre israélien, concrétisée en mai dernier par le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en dépit des critiques internationales, n'a fait que conforter le gouvernement Netanyahu dans son intransigeance sur la question palestinienne. Le blanc-seing donné par l'administration Trump à la politique étrangère israélienne s'est mécaniquement accompagné d'un plus grand verrouillage du débat public en Israël, en renforçant à la fois la radicalité du gouvernement en place et le continuum de frustrations entre les citoyens arabes et les Palestiniens des Territoires. Compte tenu du contexte national et international, il y a fort à penser que cette situation continue de se dégrader et conduise à davantage de recul démocratique et de tensions ethno-confessionnelles.

---

<sup>41</sup> Elisabeth Marteu, « The Islamic State and Israel's Arab Citizens », *War on the Rocks*, 6 décembre 2016. <https://warontherocks.com/2016/12/the-islamic-state-and-israels-arab-citizens/>

<sup>42</sup> Anna Ahronheim, « Shin Bet Foils ISIS-Inspired Attack on Temple Mount », *The Jerusalem Post*, 26 février 2018. <https://www.jpost.com/Arab-Israeli-Conflict/Terror-attack-on-Temple-Mount-thwarted-thanks-to-Shin-Bet-and-Police-543651>

<sup>43</sup> Nir Hasson, Barak Ravid, Jack Khoury, « Two Israeli Police Officers Killed in Temple Mount Shooting, Another Wounded », *Haaretz*, 14 juillet 2017. <https://www.haaretz.com/israel-news/two-police-officers-killed-in-temple-mount-shooting-another-wounded-1.5494146>

<sup>44</sup> Ilan Peleg, Dov Waxman, *Israel's Palestinians. The Conflict Within*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.